

DISCOURS DE JEAN-LUC GLEYZE

Président du groupe de Gauche de l'ADF

Congrès de l'ADF – LOT ET GARONNE – 14 octobre 2022

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président du Sénat

Madame la Première Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président de l'ADF, cher François,

Madame la Présidente du Département de Lot et Garonne, chère Sophie,

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Avant de débiter mon allocution, je souhaite vous faire part de mes remerciements. Vous le savez la Gironde, malheureusement comme d'autres, a vécu un été catastrophique sur le front des incendies, avec plus de 32 000 hectares de forêts dévastés.

Un phénomène d'une intensité hors norme, imprévisible, nous a frappés très durement. Devant l'ampleur des dégâts, portant atteinte à un patrimoine naturel irremplaçable, il a fallu nous mobiliser.

Aujourd'hui l'occasion m'est donnée de vous remercier pour votre soutien, vous avez été nombreux à envoyer des renforts de vos SDIS en Gironde alors même que certains d'entre vous deviez aussi faire face à des incendies d'importances, mais aussi de vos messages de soutien, de votre solidarité envers ce territoire qui mettra de longs mois à se relever.

Aujourd'hui, nous voici de nouveau réunis pour notre congrès annuel dans ce magnifique département du Lot et Garonne, j'en profite pour remercier ma collègue et amie Sophie Borderie de nous accueillir et de nous faire découvrir les richesses de son territoire.

« La décentralisation, ce n'est pas donner une compétence sans transférer la dynamique de financement qui va avec, et les responsabilités qui vont avec.

Il faut que les responsabilités accompagnent, que le pouvoir normatif accompagne, et que les financements accompagnent, et que tout cela aille jusqu'au bout, ce qui n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui. »

Merci, M. le Président de la République pour ce propos tenu chez notre collègue Olivier RICHEFOU en Mayenne, propos auquel j'ai envie de répondre : « Chiche ! ».

Chiche, Mme la Première Ministre, de re-considérer enfin nos Départements, comme toutes les autres collectivités, pour ce qu'ils sont : une des mailles fines dans le grand canevas de la République, un étage essentiel pour que ne s'effondre pas notre pays comme un château de cartes, alors que les urgences climatiques nous interrogent sur la fin du monde, que les urgences sociales précarisent les fins de mois, que les urgences démocratiques font le lit des extrêmes.

Chiche, Mme la Première Ministre, de nous regarder en face, simplement, franchement, sincèrement, sans chercher la paille ou la poutre dans nos yeux respectifs, sans nous accuser mutuellement des maux d'une terre qui souffre tout comme souffrent ses populations, parce que notre génération et d'autres qui nous ont précédées ont amené notre monde à être celui qu'il est aujourd'hui.

Chiche, Mme la Première Ministre, de partager ce constat de départ :

- Le constat d'une planète qui ne tourne plus rond, d'un dérèglement climatique qui s'est exprimé cet été par la morsure brûlante des incendies, que je vous remercie une nouvelle fois d'être venue constater de visu en Gironde, d'une action urgente, nécessaire et massive pour freiner l'emballement d'un climat que nous avons fortement perturbé et qui dévale une pente dangereuse ;

- Le constat d'une dégringolade sociale, d'un taux de pauvreté qui ne s'est pas amélioré depuis les 30 Glorieuses, alors que le PIB de notre pays a considérablement augmenté. Le constat d'une jeunesse dont près d'un moins de 30 ans sur deux se situe en dessous du seuil de pauvreté. Le constat d'une précarisation accentuée des emplois, d'un nouveau prolétariat de service qu'incarnent par exemple les aides à domicile, souvent des femmes, ou les métiers ubérisés, souvent occupés par des jeunes. Le constat de parcours de vie moins linéaires, plus chahutés aujourd'hui, qui ne permettent pas à tous, instantanément, de traverser la rue pour trouver un emploi. Le constat d'une inflation et d'un coût de l'énergie qui vont, dans les mois qui viennent, mettre sur le flanc de nombreuses familles dans notre pays.

- Le constat que les Gilets Jaunes ont exprimé, avec parfois une violence inacceptable, un sentiment de fracture sociale et territoriale, une colère toujours latente et qui menace à chaque instant de ressurgir, parce que s'opposent de facto le fait urbain et le fait rural. Alors qu'il faudrait travailler à la correction des déséquilibres territoriaux, alors que la désertification médicale s'accompagne d'une inégalité dans l'accès aux soins, alors que la

fermeture ici d'un commerce, là d'un bureau de poste, favorise la prolifération du discours populiste.

Vous me direz : « Tout ne va pas mal ! », et vous aurez raison. Mais le grand objectif de l'action publique, la mère de nos batailles, c'est bien de corriger les inégalités, de garantir un accès aux droits pour toutes et tous, de réparer parfois, de réformer aussi, mais toujours en veillant à donner aux plus fragiles, aux plus en difficulté, leur pleine place dans la République : celle de citoyens émancipés, épanouis, souverains dans leur choix et leur « libre arbitre », cher à Montaigne.

Contrairement à ce que déclarent certains de vos parlementaires, les Départements ne sont pas des « pleurnicheurs ». Et il n'est pas question non plus d'accepter d'entendre dire que puisque nous avons voulu la décentralisation, nous n'avons qu'à l'assumer. Ce type de déclaration lapidaire exclue précisément le continuum qu'évoque le PR dans le propos que je citais : responsabilité, pouvoir normatif, financements, le tout en allant « jusqu'au bout ».

Alors, allons jusqu'au bout, puisque le début de votre mandature nous invite à de nouvelles relations, puisque vous nous proposez un « pacte de confiance » après ces années où, via les mal nommés Pactes de Cahors, via des procédures contractuelles où nous avons plus goûté du bâton que de la carotte, via la substitution de notre dernière marge de manœuvre fiscale qu'était le foncier bâti, via une Loi 3Ds qui ne fut qu'une loi d'épiciers, nous avons eu le sentiment d'un traitement condescendant, parfois aux limites de l'irrespect.

Je ne serai donc pas pleurnicheur, ça n'est pas mon genre, et ce n'est pas non plus celui des présidentes et présidents de mon Groupe politique, tout comme, j'en suis convaincu, de l'ensemble des têtes d'exécutif de nos départements.

Partons de quelques exemples de chantiers que vous nous proposez d'ouvrir.

L'agenda territorial tout d'abord. Un outil certes, mais dont les choix de sujets auront en réalité une portée éminemment politique. Je vous demande donc que, via le Président Sauvadet, nous soyons force de proposition pour définir les thématiques qu'il nous importe de traiter dans cet agenda pour le niveau départemental.

Ce sera le premier signe d'une réelle main tendue de la part du Gouvernement, que nous pourrions alors saisir avec confiance.

Autre chantier de méthode, votre volonté de poursuite des contractualisations, dans plusieurs champs de politiques publiques. Si contractualiser signifie nous fixer des objectifs sans nous donner les moyens correspondants, c'est nier la libre administration de nos collectivités. C'est aussi préférer le contrôle à la confiance, a contrario du discours affiché du Gouvernement. Ce n'est pas à l'Etat de décider de la manière de gérer nos collectivités.

Autre exemple, celui du GIP Enfance en danger. J'en ai échangé ce matin avec la Ministre CAUBEL. Elle le conçoit comme une structure de gouvernance visant à coordonner les services de l'Etat autour d'une compétence dont le chef de filât relève des départements. Cette vision est préférable à un outil de gouvernance qui chercherait à nous dicter les orientations de cette politique publique. Elle confirme ce que nous constatons sur le terrain : le manque de coordination des services de l'Etat dans les territoires, qui rend plus difficile notre tâche alors que nous sommes souvent en avance sur la Loi. Mais il est clair que cette politique publique sensible, que nous portons avec force et engagement, ne doit souffrir d'aucune tentation centralisatrice, et qu'elle doit prendre acte de la complexité des

parcours, de l'accroissement des difficultés psychologiques, et de la carence régaliennne de la pédopsychiatrie. Nous avons une expertise forte sur ce sujet, nous serons forces de proposition, dans l'intérêt de ces enfants en souffrance, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs.

La construction ensuite de France Travail. Une réforme que le Gouvernement mène à bas bruit, par petits pas, à coup de décrets et d'expérimentation, privant ainsi les parlementaires et surtout les Départements de tout débat. Nous avons cru comprendre qu'il s'agit de mettre en action un nouveau continuum incorporant la formation, la recherche d'emploi version Pôle Emploi, et l'insertion façon RSA. Là encore, nous souhaitons en être, dès l'amorce de la définition, pour que notre vision soit prise en compte.

- D'abord, parce que tout nouvel allocataire du RSA que nous devons accompagner et qui a précédemment été en recherche d'emploi témoigne d'une carence de Pôle Emploi, probablement liée à son manque de moyens : il est trop facile alors d'avoir pour nous des exigences auxquelles d'autres n'ont pas su répondre avant nous, alors même que le temps écoulé rend plus difficile encore l'insertion.

- Ensuite parce que la complexité des parcours de vie témoigne de la nécessité d'aborder au titre de l'accompagnement global chaque personne : absence de logement, besoin de garde d'enfant, difficultés de mobilités, soucis de santé, fragilité psychologique, handicap, les problématiques sont diverses et ne rendent pas mécanique l'accès à l'emploi. Nous ne pouvons pas, du jour au lendemain, insérer dans l'emploi une femme victime de violences ou un sans domicile fixe. Ces femmes et ces hommes, nous les accompagnons, nous assurons ce travail de proximité.

- Enfin parce que nous devons nous-mêmes vous proposer la diversité de nos regards : entre RSA conditionné tel que le Président de la République le souhaite, ou revenu de base tel que

des Départements de Gauche ont proposé l'expérimentation que l'AN nous a refusée, il s'agit de débats de fond qui traduisent aussi des visions différentes de la société.

Souvenons-nous des réformes dont Peter Hartz a été l'instigateur en Allemagne entre 2003 et 2005. Au prétexte d'assouplir les conditions d'accès à l'emploi et d'accélérer le retour à l'emploi des chômeurs, les seuls résultats tangibles sont la précarisation du marché du travail, l'augmentation de la pauvreté et finalement l'abaissement du niveau de vie de ses compatriotes.

L'Allemagne revient aujourd'hui sur ces mesures en augmentant notamment le montant des indemnités.

Dernière thématique dont je souhaite vous parler, ou plutôt vide sidéral de ce que je crois avoir compris de votre début de mandature : l'absence de perspective d'une loi Grand Âge, ce grand chantier absent.

Comment pouvons-nous imaginer aborder les années qui viennent sans un acte fondateur qui prenne en compte cette transition démographique qui va nous impacter aussi fortement que le changement climatique ?

Comment concevoir une société où la durée de vie vise à être toujours repoussée sans nous doter d'une vision stratégique, d'une organisation pluripartenariale et de moyens adaptés ?

Il est de votre responsabilité de prendre à bras le corps ce sujet, il sera de la nôtre d'y contribuer activement. Voici quelques exemples qui vous démontrent ma volonté, notre volonté d'agir, mais avec l'exigence d'être pleinement et respectueusement considérés dans nos capacités, dans notre expertise, dans notre libre action.

Je terminerai par les moyens, puisque le PR évoque « les financements ».

Tout d'abord, arrêtons ce principe insupportable du « décideur non payeur » : avenant 43, prime Ségur, augmentation du point d'indice, prime de feu, toutes ces mesures, dont nous affirmons la nécessité, plombent nos budgets alors même qu'elles ne sont que partiellement, voire pas financées.

Aboutir la décentralisation, c'est précisément nous donner les moyens associés à nos missions.

Ensuite, un préalable que j'ai déjà exprimé devant vous et que je réaffirme : l'oeil qui analyse les dépenses doit être aussi ouvert que celui qui juge les recettes.

Il devient insupportable d'entendre toujours les départements qualifiés de « riches », sous prétexte qu'ils perçoivent des DMTO qui, depuis une dizaine d'année, sont plutôt dynamiques. Tout d'abord, cette recette, et vous le savez très bien, est parfaitement volatile : nous avons connu, après la crise économique de 2008, une baisse conséquente des DMTO, qui avait mis les départements en difficulté.

Mais surtout, c'est ignorer la réalité des dépenses que nous assumons en face. N'est riche que celui qui conserve des bénéfices liés à des recettes supérieures aux dépenses. Mais quand nous subissons un effet-ciseau, ce qui est le cas depuis plusieurs années, cela signifie que la tendance est inversée.

Je vous rappelle par ailleurs que nous sommes le seul niveau de collectivité à avoir pratiqué une péréquation horizontale, visant à corriger le déséquilibre des recettes.

Nous sommes toujours en attente d'une péréquation verticale qui ne vient pas, et qui aurait pour finalité de garantir, au titre de la solidarité nationale, une meilleure prise en charge de

nos dépenses, et plus précisément des AIS. Ce sujet fait l'objet d'une demande ferme de ma part et de mon groupe, tout autant que son corollaire : les AIS ne peuvent être entendues comme une dépense de fonctionnement classique, pilotable, mais bien comme le versement de droits acquis.

Allez-vous nous annoncer aujourd'hui de bonnes nouvelles ?

L'abandon de la volonté de taxer toutes les collectivités à l'aveugle à hauteur -0,5 % qui nous est fixée en 2023 corrélativement à l'inflation.

Une indexation de la DGF sur l'inflation ? Et oui les 110 millions d'€ pour « les collectivités » que vous avez annoncées lors de la convention des intercommunalités n'y suffiront pas. Et même si vous les affectiez à nos seuls 103 départements, ce ne serait qu'une goutte d'eau dans un océan qui s'assèche.

Mais aussi des garanties concernant la mise en œuvre du bouclier tarifaire sur l'énergie pour l'ensemble des collectivités,

Là sont les véritables preuves de confiance que nous attendons !

Voilà, Mme la Première Ministre, une petite partie de ce que je souhaitais vous dire ce matin, au nom du Groupe de Gauche, et je ne doute pas que une grande partie de mes collègues partage cette analyse.

Le sujet de la décentralisation que nous devons traiter ensemble, c'est bien celui du bon niveau de collectivité pour délivrer l'a meilleure action publique.

En conclusion, je voudrais réaffirmer ce que nous partageons toutes et tous ici : nos départements ne sont ni des prestataires, ni des sous-traitants, ni des agences de l'Etat.

Sans remonter au temps de la Révolution Française qui a vu notre création, nous sommes un niveau de collectivité locale qui, depuis les premières Lois de décentralisation, a démontré sa maturité et son sens des responsabilités.

Nous revendiquons à ce titre cette libre administration que nous octroie l'article 72 de la Constitution, et que seule permet une décentralisation véritablement aboutie, telle que celle évoquée par le Président de la République.

Nous sommes partout dans le quotidien de nos habitants, à peine nés, collégiens, enfants à protéger, vaccinés, sur les routes, handicapés, seniors, femmes victimes de violence, sportifs, amateurs de spectacles, touristes, et j'en oublie. Nous sommes force de proposition, force d'innovation, force d'action.

Nous vous demandons tout simplement, Mme la Première Ministre, la considération respectueuse à laquelle nous avons droit !

Je vous remercie.